

IAA
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CREMALYS

ZAE de Kerhuel

—

29290 Milizac-Guipronvel

Références : -
Code AIOT : 0100003911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement CREMALYS implanté ZAE de Kerhuel Siège social : 24, Rue de Coat Edern 29 280 PLOUZANE 29290 Milizac-Guipronvel. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroule suite à la mise en service de l'exploitation en octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CREMALYS
- ZAE de Kerhuel Siège social : 24, Rue de Coat Edern 29 280 PLOUZANE 29290 Milizac-Guipronvel

- Code AIOT : 0100003911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CREMALYS est le premier crématorium pour animaux de compagnie du Finistère, il est basé à Milizac-Guipronvel. L'exploitation est autorisée par arrêté du 31 janvier 2023 sous la rubrique 2740 pour l'incinération d'animaux de compagnie et NAC.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 5.1.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 1.2.3.	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 2.1.1.	Sans objet
4	Récapitulatif des documents tenus à dispositions de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article Chapitre 2.6	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 3.1.3.	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 3.2.5	Sans objet
7	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4.1.1	Sans objet
8	Protection des ressources en	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eau et des milieux aquatiques		
9	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4.3.5	Sans objet
11	Préventions des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 6.2.3	Sans objet
12	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.3.4	Sans objet
13	Moyen d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.5.1	Sans objet
14	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.6.4	Sans objet
15	Rétention des liquides	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.6.5	Sans objet
16	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 12/01/2023, article 7.6.6.	Sans objet
17	Conditions particulières applicables à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de non-conformité majeure. Installation propre et bien tenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 1.2.3.
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Prescription contrôlée :
Le terrain sur lequel l'établissement est implanté présente une surface de 2 873 m ² . La surface

bâtie est de 332 m². Le reste du terrain est occupé par des espaces verts 1 808 m², de la voirie et du parking.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un local technique isolé avec la salle de crémation comprenant un four (capacité de chargement horaire 40 kg/h), pour les crémations individuelles ou collectives,
- un laboratoire comprenant une chambre froide positive et deux chambres froides négatives pour le stockage des cadavres,
- des locaux réservés au personnel : des bureaux, des sanitaires, l'accueil client, salle de recueillement,
- un garage,
- des espaces verts dont « un jardin du souvenir », (un jardin cinéraire et un columbarium)
- une micro-station de 6 EH relié à un lit d'infiltration,
- deux cuves aériennes de gaz propane (2 X 1, 75 tonnes ou 2 X 4 m³)

Constats :

L'inspection sur site confirme que l'établissement est implanté tel que décrit dans les dossiers transmis. Les cuves de stockage de gaz propane sont enterrées conformément au porter à connaissance du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 2.1.1.

Thème(s) : Situation administrative, Exploitation des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitation prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Il met en place le dispositif nécessaire pour obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a mis en place les dispositifs nécessaires afin de limiter les

prélèvements et la consommation d'eau, les émissions de polluants dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes, la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réserves de produits ou matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 2.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits – étiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. A l'intérieur du site, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexée un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une Fiche de Données de Sécurité (FDS) Deb Oxybac FOAMWASH pour le nettoyage des mains.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant nous a présenté deux autres FDS : DESINTEX pour le nettoyage des sols et DUOTEX en pulvérisation pour le nettoyage des mobiliers.</p> <p>Les produits sont stockés sur des bacs de rétention. Les FDS sont affichées à proximité des produits.</p> <p>L'exploitant indique que les quantités stockées et utilisées sont faibles et qu'il ne tient pas à jour un état des produits utilisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place et de tenir à jour un registre des produits dangereux indiquant le nom, la nature et la quantité de produits détenus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Récapitulatif des documents tenus à dispositions de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article Chapitre 2.6
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de l'exploitation
Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées (IIC) sur le site.

Constats :

L'exploitant a présenté son dossier d'autorisation contenant les plans, arrêté d'autorisation, et autres documents (attestation, conformité, certificats de réalisation, contrats d'entretien et de maintenance).

L'inspection transmettra à l'exploitant une copie de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (incinération de cadavres d'animaux) (applicable à compter du 1er juillet 2018 pour les installations nouvelles).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 3.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Pour toutes les installations, le débit d'odeurs des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalissables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Hauteur d'émissions (en m)	Débit d'odeur (en uoE/h)
5	3 600 x 10 ³

10

21 000 x 10³

Il est rappelé que la cheminée mesure 8,5 mètres.

La concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) est le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725. Le débit d'odeur reste défini comme étant le produit du débit d'air rejeté exprimé en m³/h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h).

La fréquence et le type d'analyses seront conformes à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances, par un organisme compétent, à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant confirme que toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que son établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la salubrité publiques.

L'inspection n'a pas reçu de signalement ou de plainte sur les éventuelles nuisances olfactives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par une personne ou un organisme compétent.

La fréquence et le type d'analyses seront conformes à l'article 25 II, pour les installations de faible capacité, de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Les résultats des mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées et immédiatement en cas d'anomalie. En ce qui concerne les mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Extrait de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, article 25 II. Pour les installations de faible capacité, l'exploitant réalise les mesures suivantes :

- en continu : la température et le taux d'oxygène des gaz ;
- la première année de fonctionnement, puis tous les deux ans : les poussières totales, les composés organiques volatils non méthaniques et le monoxyde de carbone ;
- la première année de fonctionnement, puis tous les quatre ans : les oxydes d'azote, le

<p>chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, les métaux lourds et les dioxines et furanes.</p> <p>Pour l'ensemble des éléments définis ci-dessus, en cas de résultat de mesure non conforme, une nouvelle mesure est réalisée au plus tard six mois après la mesure ayant donné des résultats défavorables.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle des rejet du four a été réalisé le 08/01/2025. A la date de l'inspection, le compte-rendu du contrôle n'a pas été transmis à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection le résultat du contrôle du rejet du four à réception du document.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation respecte les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Bretagne et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Elorn. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit est susceptible de dépasser 100 m³/jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Les installations sont alimentées en eau par le réseau public d'adduction d'eau potable exclusivement.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont limités à 100 m³ par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau utilisée provient du réseau d'eau public. L'eau est utilisé pour les sanitaires (employés et visiteurs) et les opérations quotidiennes de nettoyage.</p> <p>L'exploitant présente un tableau mensuel des prélèvements en eaux.</p> <p>Compte tenu de la faible consommation d'eau annuelle (< 100 m³/an), l'inspection considère qu'il n'est pas nécessaire de réaliser un enregistrement hebdomadaire des consommations d'eau et que la fréquence mensuelle est suffisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Effluents industriels et sanitaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'ensemble des effluents industriels et sanitaires seront collectés et dirigés vers le dispositif de pré-traitement des locaux (dégrillage 6mm) et la micro-station de 6 EH (Equivalent Habitant) reliée à un lit d'infiltration. Le dispositif d'assainissement non collectif a été validé par le SPANC du Pays de l'Iroise et l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre la micro-station conformément aux caractéristiques techniques du dossier de demande d'autorisation.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance a minima annuelle des effluents industriels rejetés au milieu sur les paramètres suivants : pH (code SANDRE 1302), température (code SANDRE 1301), débit, MES, DBO5, DCO, Hydrocarbures totaux, azote total, phosphore total.</p> <p>Les valeurs ne pourront en au cas dépasser les valeurs prévues à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et aux articles 34 et 35 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite, l'exploitant a transmis une attestation de conformité sur travaux de réalisation d'un assainissement non collectif délivrée par le SPANC du Pays de l'Iroise en date du 15 avril 2024. Un diagnostic de fonctionnement est réalisé selon une périodicité définie par le SPANC. L'exploitant dispose d'un contrat pour l'entretien annuel du séparateur hydrocarbures.</p> <p>L'inspection rappelle les remarques du SPANC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fosse et les regards doivent rester accessibles pour l'entretien et le contrôle de fonctionnement (des rehausses sont donc à disposer sur les éléments qui le nécessitent); - l'emplacement des dispositifs de prétraitement et de traitement doit être situé hors des zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule, hors cultures, plantations (arbres, arbustes, etc.) et zone de stockage. <p>Concernant le maintien en bon état du système d'assainissement non collectif, le SPANC rappelle qu'un entretien régulier est nécessaire, à savoir :</p> <p>Evacuation : veiller à ce que la canalisation ne soit pas obstruée</p> <p>Bac à graisse : enlever régulièrement les graisses accumulées</p> <p>Fosse toutes eaux : faire vidanger la fosse lorsque la hauteur dépasse 50% du volume utile</p> <p>Préfiltre : nettoyer au minimum, 2 fois par an, le média filtrant de la fosse à l'eau claire</p> <p>Pompe de relevage et chasse automatique : vérifier fréquemment le bon état de fonctionnement.</p> <p>Nettoyer régulièrement le flotteur</p> <p>Les opérations de vidange doivent être réalisés par un professionnel agréé (https://www.finistere.fr/aides-et-services/environnement/eau-potable-et-assainissement/assainissement-non-collectif/)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions</p>

en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Constats :

La visite du site permet à l'inspection de constater que la micro-station est accessible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Confirmer la possibilité de réaliser un prélèvement d'eau entre le dispositif d'assainissement et le lit d'infiltration. (Délai 1 mois)

Réaliser une analyse d'eau, le cas échéant, afin de vérifier le bon fonctionnement du dispositif d'assainissement individuel. (Délai 6 mois)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 5.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre des déchets prévu à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terre excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 à R.541-43-1 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Constats :

L'exploitant a créé un compte sur l'application ministérielle Tracksdéchets.

Avant la visite, l'exploitant a transmis un bordereau de suivi de déchets de soins à risques infectieux (DASRI) du 11 décembre 2024 pour 180 litres ainsi que le contrat du 01/09/2024 le liant à l'entreprise ACOMEX pour une mise à disposition de fûts de 60 litres pour une collecte mensuelle.

Sur site, l'exploitant confirme que les DASRI sont les cendres non reprises par les propriétaires d'animaux destinés à l'enfouissement et des équipements individuels (masques, gants).

Les cartons, emballages, palettes bois, plastiques, papier trop volumineux sont triés sur site et déposés à la déchèterie CCPI. Pesés sur place, ils font l'objet d'une facturation. L'exploitation indique ne pas connaître la destination finale de ces déchets.

L'exploitant indique de pas tenir à jour le registre des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un registre des déchets conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Préventions des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.</p> <p>De nouvelles mesures auront lieu, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet deux devis en cours d'étude pour la mesure de bruit.</p> <p>L'inspection rappelle que la mesure doit être effectuée avant fin septembre 2025 pendant une période représentative de l'activité de son installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le résultat de la mesure de bruit dès réalisation</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un Procès-Verbal (PV) de mise en service de son installation de détection incendie du 10/06/2024 - un certificat de conformité de son installation gaz du 12/08/2024 - une attestation de conformité de son installation électrique visée par le Consuel le 28/06/2024 - une fiche technique pour une porte coupe-feu F61S-T01 grande largeur coupe-feu 1 heure

Sur site, l'exploitant remet une attestation pour les murs-coupe feu deux heures du local de crémation. Il dispose d'un contrat de maintenance pour le four.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyen d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, définition général des moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. L'installation comprend des extincteurs répartis dans les lieux présentant ds risques spécifiques, et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 60 m³/h. Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures de fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors besoin propres à l'établissement (process, robinets incendie armés, extinction automatique, etc...) avec un minimum de 60 m³/h par prise d'eau. La pression statique ne devra pas être supérieure à 8 bars. Ces points d'eau incendie équipés de demi-raccords de DN 100 ou DN 150 seront judicieusement répartis, dont un implanté à 100 mètres au plus du risque. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.</p> <p>Le site dispose d'un poteau d'incendie public normé situé à moins de 100 mètres des installations, pouvant fournir un débit de 60 m³/h et d'une réserve de 420 m³ en cours d'aménagement pour l'ensemble de la zone d'activité de Kerhuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une réserve d'eau est implantée dans la zone d'activités de Kerhuel. Elle est accessible et dispose de poteaux incendie bleu permettant le prélèvement en eau par aspiration. La zone d'activité dispose également d'au moins un poteau incendie rouge à proximité de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, à l'exception des fours, armoires technique ou partie de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mise en œuvres, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dispose d'une détection automatique d'incendie . Cette détection actionne une</p>

<p>alarme perceptible en tout point du bâtiment.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Chaque partie de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques est équipé d'un système de détection de gaz.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan projet sécurité du 05/10/2022 destiné au permis de construire et indiquant l'implantation de flashes lumineuses, déclencheurs alarme incendie et extincteurs - la liste des consignes générales de sécurité indique la présence d'une centrale de détection incendie <p>L'exploitant présente en séance son plan d'intervention matérialisant l'implantation des systèmes de lutte contre l'incendie, une attestation de pose des extincteurs et le contrat de maintenance de ces équipements.</p> <p>L'inspection propose à l'exploitant de compléter son plan d'intervention en ajoutant le lieu de stockage des produits dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Rétention des liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 7.6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir ; • 50% de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour tous les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques (détergent et nettoyeur) présent dans l'établissement sont stockés en bac</p>

de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2023, article 7.6.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux dans lesquels des cadavres sont susceptibles d'être présents est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Des dispositifs, permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement, sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre pour un volume de 150 m³. Présence d'une vanne de sectionnement, permettant le confinement des eaux d'extinction d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les eaux pluviales sont déversées dans un bassin collectif sur la zone d'activités de Kerhuel.</p> <p>L'inspection constate la présence d'une vanne afin d'isoler les eaux de rétention incendie sur l'exploitation si nécessaire et d'un talus sur 3 des 4 côtés du terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Conditions particulières applicables à certaines installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 8.2
Thème(s) : Autre, Cendres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cendres issues des cadavres seront remises aux propriétaires (incinération individuelle notamment), soit collectées en fût pour être éliminées par une société spécialisée.</p> <p>Un jardin du souvenir, devant le crématorium, sera à disposition pour le dépôt ponctuel de faibles quantités par les propriétaires qui le souhaiteraient, en veillant à respecter la qualité des sols et l'environnement (article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que les cendres sont remises aux propriétaires qui le souhaitent ou épandues sur le jardin du souvenir. Un projet de columbarium extérieur/intérieur est à l'étude. Les cendres non récupérées par les propriétaires font l'objet d'une élimination sous forme de DASRI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite